

Renforcer la dimension sociale de l'Union européenne : les arguments, les priorités et les attitudes des citoyens

Frank Vandebroucke

Université d'Amsterdam

Société Royale d'Economie Politique de Belgique

6 mai 2019

Un dilemme tragique?

- Les *founding fathers* (fondateurs) du projet européen étaient persuadés que l'intégration économique contribuerait au développement d'Etats-providence nationaux riches et inclusifs:
 - la convergence par l'intégration entre les Etats membres ;
 - la cohésion dans la convergence au sein des Etats membresgrâce à une 'division de travail' simple...
- L'histoire n'a pas donné tort aux *founding fathers*, du moins jusqu'au milieu des années 2000
- Depuis une dizaine d'années, nous observons des fissures dans ce modèle

Des inégalités croissantes, même avant la crise de 2008

- La mondialisation? L'Europe? Pas de 'dilemme tragique': les inégalités croissantes ne sont pas la conséquence de 'lois d'airain': cf. les différences énormes entre les pays
 - Bien que dans le passé le spectre d'un *dumping social* à large échelle ne se soit pas matérialisé, dans l'UE élargie d'aujourd'hui des cas de travail illégal ou d'exploitation de travailleurs mobiles ont lieu. C'est le résultat de l'interaction entre
 - des lacunes dans le contrôle du respect des règles de la protection sociale et de l'emploi au niveau national,
 - une souveraineté juridique réduite des Etats
 - l'absence de normes sociales communes au sein d'une entité très hétérogène
- => un agenda de 'mobilité équitable'; cf. les initiatives de la Commission Juncker
- Il ne s'agit pas uniquement de définir des 'normes communes' ; il s'agit de créer les conditions pour une vraie convergence sociale 'vers le haut'
- => un agenda d'investissement dans le capital humain: 'investissement social'

Une union monétaire sans amortisseur

- Une union monétaire requiert l'organisation de solidarités, de type 'assuranciennes', pour amortir des chocs (p.ex. union bancaire)
- Toutes les unions monétaires organisent l'assurance chômage à un niveau central ; ou bien une véritable centralisation (Canada, Allemagne), ou bien un système mixte (Etats-Unis): pourquoi?
 - *pooling* des risques en cas de chocs asymétriques;
 - externalités (cf. vaccination)
- La solution européenne?
 - des 'exigences qualitatives minimales' appliquées aux systèmes nationaux
 - un système de réassurance des systèmes nationaux

Le Socle européen des droits sociaux

- Göteborg, novembre 2017: le *Socle* signale l'émergence d'un nouveau paradigme, au niveau de l'analyse faite par la CE.
- Union monétaire : flexibilité + stabilité:
 - assurance chômage suffisamment généreuse, taux de couverture adéquats ;
 - pas de segmentation du marché du travail, notamment en limitant la prolifération de relations de travail qui ne sont pas intégrées dans les systèmes de protection sociale ;
 - une activation effective des chômeurs;
 -
 - stabilité dans le développement des salaires, négociation collective coordonnée
 - ...
 -
- Un risque: il faut une feuille de route avec des mesures concrètes

Une 'Union Sociale européenne'

- ≠ un Etat-providence européen
- Une Union sociale
 - soutiendrait des Etats- providence nationaux au niveau *systemique* dans certaines de leurs fonctions clés (stabilité via des mécanismes de *réassurance*, limites à la concurrence fiscale, ...)
 - orienterait le développement substantiel des États-providence nationaux en définissant des normes et des objectifs sociaux généraux, tandis qu'elle laisserait aux Etats membres la responsabilité de la mise en œuvre et des instruments de la politique sociale – en s'appuyant sur une définition opérationnelle du 'Modèle social européen'.

Partage des risques de chômage: ce qu'en pensent les citoyens

- Partage européen des risques de chômage (EURS) : l'impact des modalités concrètes sur l'adhésion des citoyens
- Une enquête expérimentale intégrant une analyse conjointe
 - Des points fixes
 - Des éléments variables
- 13 pays, 19.500 citoyens

Les points fixes dans notre enquête

Les « points fixes » de toutes les formules présentées à nos participants étaient les suivants :

- 1) La distribution d'une aide européenne à un État membre est déclenchée par une augmentation significative du taux de chômage dans cet État membre ; le système ne prévoit pas de versement continu à chaque État membre.
- 2) L'aide européenne est limitée au versement d'indemnités de chômage ; elle sert à subventionner les systèmes d'assurance-chômage nationaux.
- 3) Le régime établit un seuil uniforme commun pour les indemnités de chômage pour tous les pays participants. Les répondants étaient informés que les États membres participants étaient libres d'octroyer des allocations de chômage supérieures au seuil commun, mais à leurs propres frais.

Les éléments variables dans notre enquête

Les répondants ont dû se prononcer en matière de

- 1) générosité (3 variantes)
- 2) formation et éducation (2 variantes)
- 3) redistribution entre pays (3 variantes)
- 4) taxation (3 variantes)
- 5) administration (2 variantes)
- 6) efforts de recherche d'emploi (3 variantes)

= 324 formules

La diapositive suivante montre un écran comme vu par les répondants =>

	Option 1	Option 2
Quel est l'impact, sur le long terme, sur les impôts que vous avez à payer?	Pas d'impact sur le long terme : le niveau des impôts reste le même dans votre pays.	Sur le long terme, les impôts augmentent de 1% du revenu seulement pour les personnes riches de votre pays.
Y a-t-il des conditions pour les chômeurs ?	Pas de conditions	Oui, les chômeurs doivent accepter toute offre d'emploi appropriée, ou ils perdent les allocations.
Quel est le montant de la subvention des allocations chômage nationales par le nouveau programme, quand un pays en a besoin ?	60% du dernier salaire du chômeur couvrant les 6 premiers mois de chômage	70% du dernier salaire du chômeur couvrant les 6 premiers mois de chômage
Qui gèrera ce programme ?	Les gouvernements nationaux	L'Union Européenne
Y a-t-il des conditions pour que les états dans le besoin reçoivent des aides ?	Pas de conditions	Pas de conditions
Certains pays peuvent-ils recevoir plus d'aide de la part du programme que ce qu'ils y ont contribué ?	Non, sur le long terme, les pays ne peuvent pas recevoir plus d'aide de la part du programme que ce qu'ils y ont contribué	Non, sur le long terme, les pays ne peuvent pas recevoir plus d'aide de la part du programme que ce qu'ils y ont contribué

Laquelle des deux options pour ce programme européen préférez-vous ?

- Option 1
- Option 2

A quel point êtes-vous pour ou contre l'option 1

- tout à fait pour
- plutôt pour
- ni pour, ni contre
- plutôt contre
- tout à fait contre

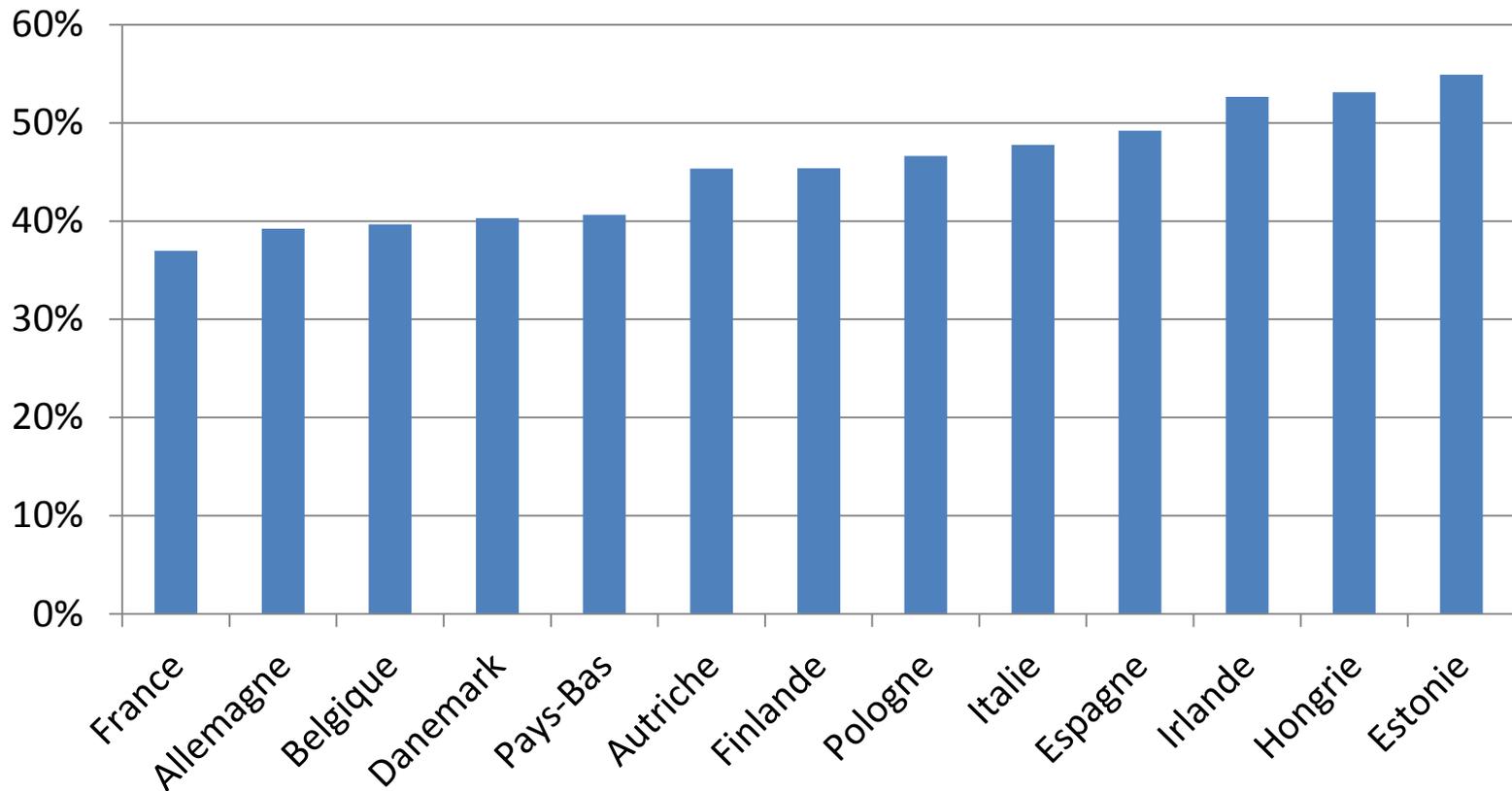
A quel point êtes-vous pour ou contre l'option 2 ?

- tout à fait pour
- plutôt pour
- ni pour, ni contre
- plutôt contre
- tout à fait contre

Arrêt

Suivant

Soutien moyen toutes formules confondues, par pays

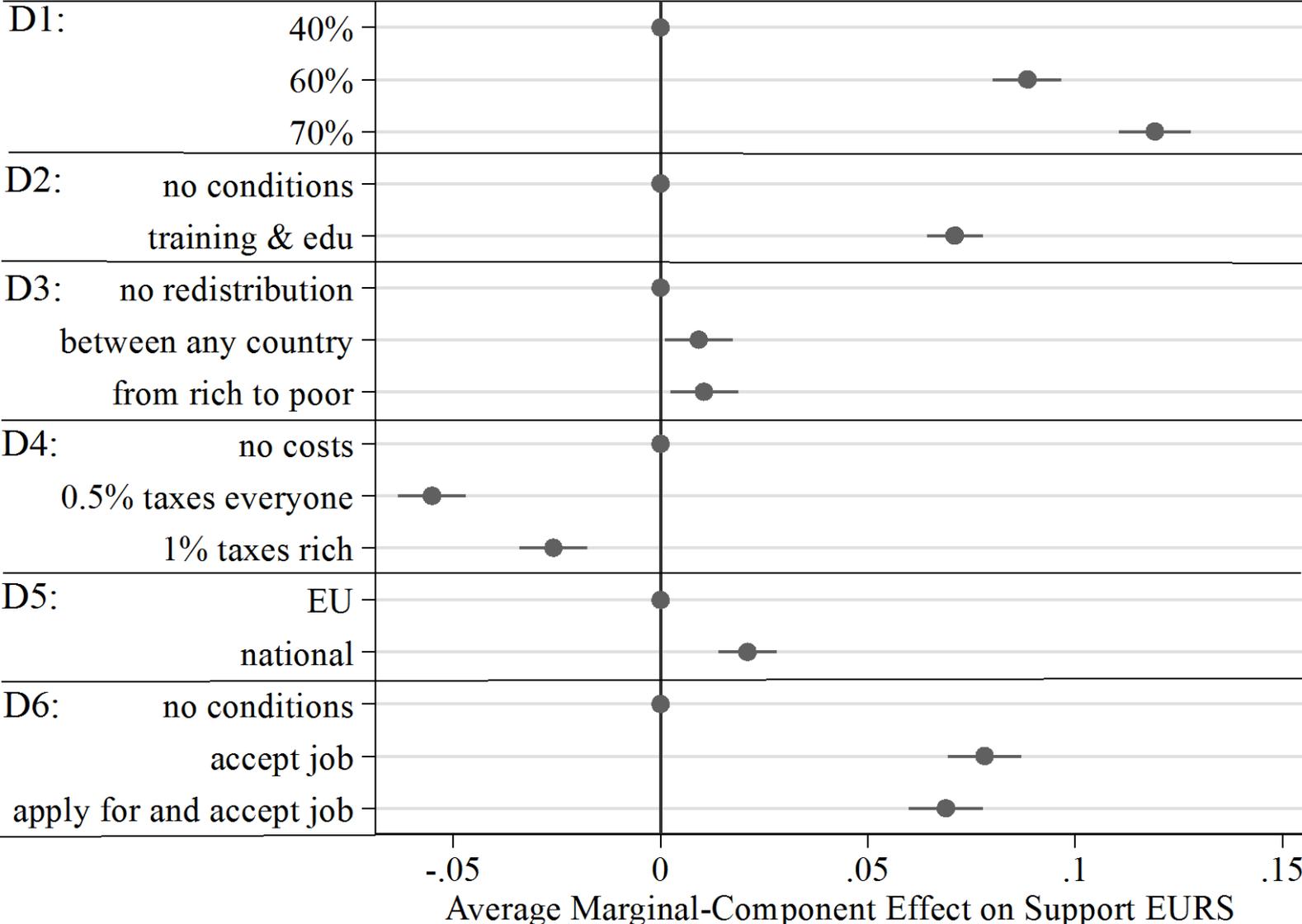


Le soutien moyen dans une série de 'votes' (imaginaires) par les répondants sur toutes les formules qu'ils/elles ont vues:

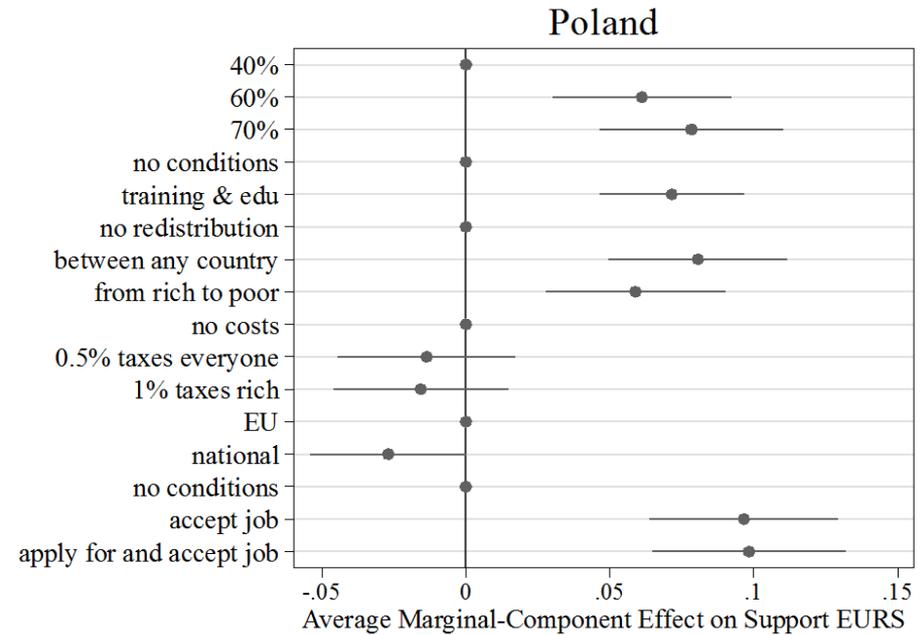
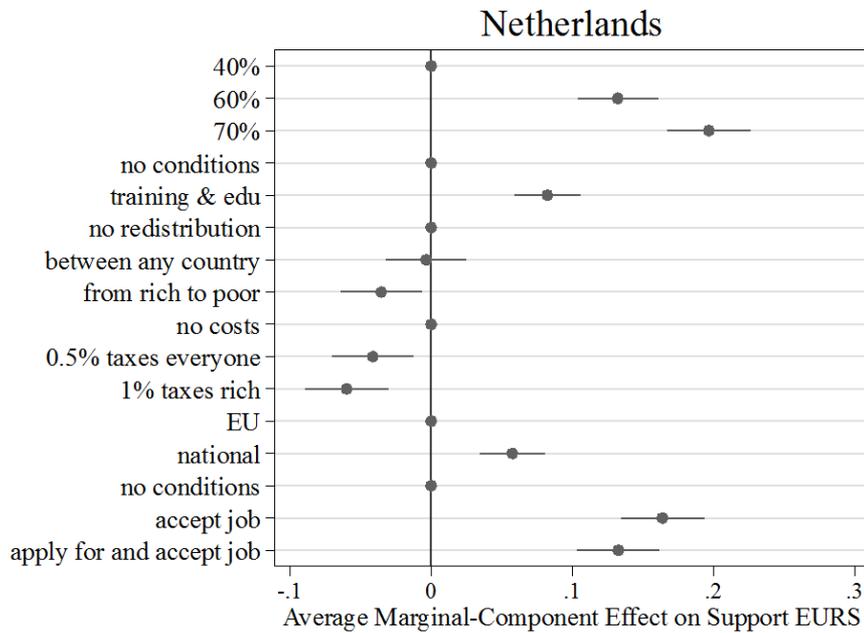
0 = tout à fait contre, plutôt contre, ni pour ni contre

1 = tout à fait pour, plutôt pour

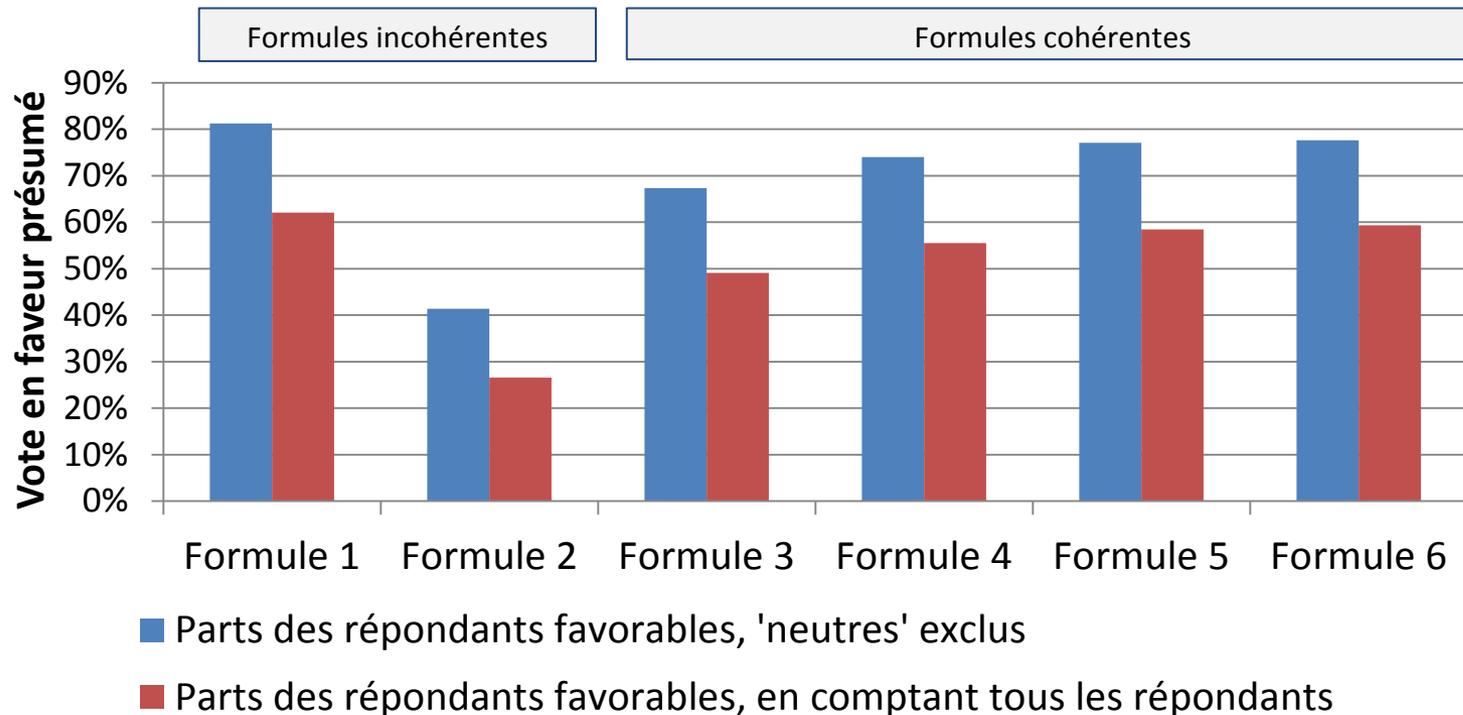
Figure 11: Average Marginal-Component Effect (AMCE) of Dimension Attributes on Support EURS



Average marginal component effects: différences entre pays montrent des sensibilités nationales différentes

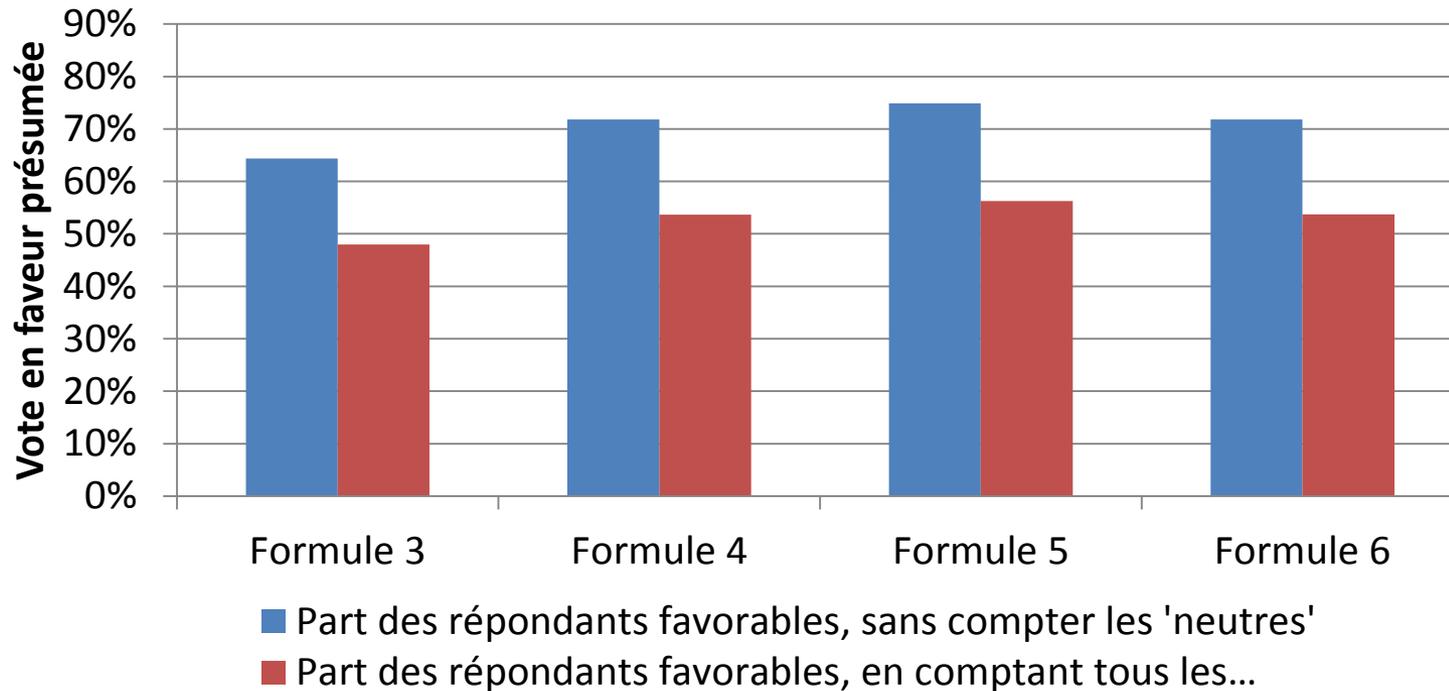


Soutien pour des formules sélectionnées, tous pays confondus



Formule 1. LA PLUS POPULAIRE (mais pas cohérente)
Formule 2. LA MOINS POPULAIRE (mais pas cohérente)
Formule 3. SEUIL BAS
Formule 4. SEUIL ÉLEVÉ & AUCUNE REDISTRIBUTION
Formule 5. SEUIL ÉLEVÉ & REDISTRIBUTION NATIONALE
Formule 6. SEUIL ÉLEVÉ & REDISTRIBUTION NATIONALE ET ENTRE PAYS

Soutien pour des formules sélectionnées cohérentes, Belgique



Formule 3. SEUIL BAS

Formule 4. SEUIL ÉLEVÉ & AUCUNE REDISTRIBUTION

Formule 5. SEUIL ÉLEVÉ & REDISTRIBUTION NATIONALE

Formule 6. SEUIL ÉLEVÉ & REDISTRIBUTION NATIONALE ET ENTRE PAYS

Conclusions

- L'opposition fondamentale à l'EURS est limitée à un segment assez réduit de la population .
- Les citoyens sont sensibles aux modalités concrètes : bien que cette sensibilité varie d'un pays à l'autre, ils préfèrent généralement des modèles qui prévoient une aide plus généreuse, qui exigent que les pays offrent des possibilités d'éducation et de formation à leurs chômeurs, qui n'impliquent pas d'augmentation des taxes et qui requièrent des bénéficiaires d'allocations qu'ils remplissent certaines conditions (par ex. accepter une offre d'emploi adéquate) .
- Les formules généreuses peuvent rassembler une majorité au sein de tous les pays sondés, même si elles impliquent une hausse d'impôt; dans certains pays, la redistribution à l'échelle nationale de la charge fiscale éventuelle (le cas échéant) entre riches et pauvres est une condition nécessaire pour obtenir une approbation suffisante.
- Dans la plupart des pays, l'adhésion est plus marquée si la mise en œuvre de l'EURS est décentralisée.
- Dans tous les pays, l'adhésion augmente aussitôt que l'EURS va de pair avec des politiques d'*investissement social* qui combinent de manière efficace des mesures de formation, d'éducation et d'activation.
- Le débat qui anime les décideurs politiques — le degré de tolérance qui devrait être appliqué à la redistribution entre pays — semble moins influencer les citoyens dans leurs choix.

Merci

- Vandenbroucke, Politique sociale et union monétaire: puzzles, paradoxes et perspectives, *Revue Belge de Sécurité Sociale*, 58 (1/2016), pp. 7-38.
- Fernandes & Vandenbroucke, « Europe sociale : du slogan à la réalité », in Thierry Chopin et Michel Foucher (dir.), *Rapport Schuman sur l'Europe. L'état de l'Union 2018*, Lignes de repères, 2018
- Vandenbroucke, The European Pillar of Social Rights: from promise to delivery –Introduction to the 'European Social Union (ESU) public forum debate', *EuroVisions*, 3 December 2018
- Vandenbroucke & Nicoli, *Une assurance chômage européenne : ce qu'en pensent vraiment les citoyens*, Notre Europe Institut Jacques Delors, Décryptage 'Europe pour tous', 13 février 2019.
- Vandenbroucke, Burgoon, Kuhn, Nicoli, Sacchi, van der Duin & Hegewald, *Risk Sharing When Unemployment Hits: How Policy Design Influences Citizen Support For European Unemployment Risk Sharing (EURS)*. 2018. AISSR Policy Report 1 (December).
- Vandenbroucke, Barnard, De Baere (eds.), *A European Social Union after the Crisis*, Cambridge: Cambridge University Press, September 2017.

